

## Les Rencontres de la Solidarité Alimentaire 31 MARS 2026

### Compte-rendu - Atelier A : Développer des alliances locales de solidarités

#### Intention :

Améliorer la coopération entre les acteurs locaux (associations, collectivités, agriculteurs, structures sociales) pour renforcer la solidarité alimentaire sur le territoire.

#### 1. Partenaires clés actuels

Le réseau s'appuie sur une base solide d'acteurs historiques et institutionnels :

- Aide Alimentaire : Croix Rouge, Restos du Cœur, Secours Catholique, Secours Populaire, Banques Alimentaires, ANDES/UGESS (épiceries solidaires)
- Monde Agricole : SOLAAL, BioBFC, CDA, Syndicats (JA, Confédération Paysanne), AMAP
- Institutionnels : État (DDT, DEETS), Région, Département, Intercommunalités (EPCI), Communes (CCAS), CAF, MSA, ARS
- Secteurs de l'éducation et du social : Universités, Lycées agricoles, MJC, Centres sociaux, Missions Locales, Unicité
- Secteurs privés et de la distribution :GMS (Grandes surfaces), Biocoop, Entreprises engagées (RSE), Banques/Assurances

#### 2. Acteurs manquants « autour de la table »

Il est identifié un besoin urgent d'élargir le cercle :

- Au secteur de la santé : nutritionnistes, acteurs de la prévention (CPAM) pour lier alimentation et santé durable
- Aux professionnels de la cuisine : cuisiniers (savoir-faire culinaire), restaurateurs collectifs (CROUS, cantines scolaires)
- Aux structures techniques : acteurs de la logistique, légumeries transformateurs (conserveries)
- Aux citoyens et bénéficiaires : les habitants des QPV (Quartiers Prioritaires), les personnes en situation de précarité (pour une co-construction des solutions)
- Au milieu de la recherche :INRAE, Institut Agro Dijon

#### 3. Freins et enjeux identifiés

L'atelier a mis en lumière plusieurs obstacles à la coopération :

- Financement : manque de pérennité des fonds, baisse des approvisionnements et besoin de financement pour l'ingénierie (le temps de coordination n'est pas financé)
- Cloisonnement administratif : difficulté à dépasser les "frontières" de chaque institution et multiplication des conventionnements
- Ressources Humaines :essoufflement du bénévolat, manque de postes qualifiés pour l'animation de réseau
- Méconnaissance mutuelle : les réseaux de l'aide alimentaire et le monde agricole ne se connaissent pas assez
- Complexité logistique : problèmes de stockage, de transport et de gestion des surplus

#### Livrables

- Deux pistes d'alliances nouvelles (coopérations concrètes)

1. L'Alliance "Alimentation-Santé-Cuisine" : lancer des ateliers de cuisine partagés mobilisant des cuisiniers/diététiciens, des acteurs de l'animation de quartier et des producteurs locaux (notamment de légumineuses).

→ L'objectif est de transformer des produits bruts et locaux tout en faisant de la prévention santé et de l'éducation culinaire.

2. La Coopération Logistique Territoriale : mutualiser les outils de stockage et de distribution entre les acteurs de la logistique (ex: Restos du Cœur, Banques Alimentaires) et les producteurs locaux pour faciliter le glanage et la redistribution des surplus agricoles vers les épiceries solidaires (réseau ACTIVE).

- Trois conditions de réussite (validées collectivement)

1. L'interconnaissance et la convivialité : prendre le temps de se rencontrer "en toute simplicité" pour créer de la confiance avant de lancer des projets techniques. Passer par une phase de cartographie partagée des acteurs.

2. L'animation territoriale dédiée : une alliance ne vit pas seule ; elle nécessite un "portage politique" clair et un.e animateur.rice pour faire le lien entre le monde agricole et la solidarité

3. Le décloisonnement et la souplesse : passer d'une logique de "guichet" à une logique de projet de territoire (type CRTE), en autorisant la fongibilité des budgets pour s'adapter aux réalités du terrain.

**Note de clôture : le développement d'un réseau demande du temps, donc du financement de fonctionnement !"**